

## ANTIFER : L'APPEL AUX ÉLUS



De gauche à droite :  
Franck Cottard, François Auber et Patrick Bucourt

**POLITIQUE.** Les élus du littoral lancent un appel à leurs collègues du département face au projet gazier d'Antifer.

Quelques élus de l'agglomération havraise ont signé. D'autres suivront. C'est du moins le vœu de plusieurs maires du littoral, dont **Franck Cottard (Etretat)**, **François Auber (Saint-Jouin-Bruneval)** et **Patrick Bucourt (Heuqueville)**. Ils viennent de porter sur les fonts baptismaux leur Collectif d'élus contre le projet de terminal méthanier aux portes d'Etretat.

Etretat ! Curieusement, c'est le nom de la station balnéaire qui est mis en exergue et non celui de Saint-Jouin-

Bruneval où est pourtant situé le port pétrolier d'Antifer, qui pourrait être complété par les installations de Gaz de Normandie. La raison de ce choix est simple : à lui seul, **le nom Etretat agit comme un étendard.**

« *Notre collectif va toucher tous les élus de Seine-Maritime, voire au-delà. Etretat est connu de tous* », souligne François Auber, le maire de Saint-Jouin-Bruneval.

### « Une question de démocratie »

En lançant ce collectif, les sept maires fondateurs <sup>(1)</sup> veulent **entraîner dans leur sillage les autres élus du département**, qu'ils soient maires, conseillers généraux ou régionaux, députés, sénateurs. « *C'est une question d'aménagement du territoire et de démocratie, explique Franck Cottard. Si ce ne sont pas les élus qui décident de ce qu'ils veulent ou non sur leur territoire, cela pose un sérieux problème.* » « *Nous sommes inscrits dans un schéma de cohérence territoriale avec une vocation touristique sur un littoral magnifique. Est-ce qu'on imagine un projet gazier face au Mont-Saint-Michel ?* », s'interroge François Auber. « *Nous ne voulons pas devenir une zone industrielle. Et si c'est le cas, on se demande à quoi nous pouvons servir, nous les élus.* »

Pour Franck Cottard, personne ne doit se laisser aller à une sorte de fatalisme. « *Rien n'est fait.* » « *Des élus pensent qu'ils vont pouvoir récupérer de la taxe professionnelle, mais elle doit être supprimée. Ils doivent donc aborder le problème différemment* », ajoute Patrick Bucourt.

Les membres du collectif ont adressé un courrier à l'ensemble des élus du département. Ils attendent maintenant des retours. Et ont déjà prévu **un rassemblement le samedi 24 octobre**, sur la falaise d'Etretat, pour « *une photo de groupe* ». « *Nous entrons dans le rapport de forces* », souligne François Auber.

### GdN peaufine son dossier

De son côté, **Gaz de Normandie (GdN)** peaufine son dossier de demande d'autorisation d'installation à Antifer. Début septembre, Frédéric de Maneville, le président de l'entreprise, expliquait qu'il serait déposé devant les services de l'Etat en octobre (notre édition du 9 septembre). Hier, GdN confirmait. Sans donner de date plus précise pour le moment.

(1) - Les communes d'Etretat, Heuqueville, Gonneville-La Mallet, Beaurepaire, La Poterie, Saint-Martin-Du-Bec, Saint-Jouin-Bruneval.